

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférences

Jeudi 20 décembre 2018

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

AEF Info

19 décembre 2018

A propos de la sélection en Master 1 à l'EDS

L'École de droit de la Sorbonne repousse la mise en œuvre de la sélection en M1 à la rentrée 2020

À la suite de la décision du conseil administration de l'université Paris-I, le 13 décembre 2018, l'École de droit de la Sorbonne repousse la mise en place de la réforme de l'accès en master et ne sélectionnera pas les étudiants en L3 qui postuleront en M1 pour la rentrée 2019. "Il s'agit d'un souhait de la présidence, désireuse de répondre à celui des étudiants", explique François-Guy Trébulle, directeur de l'EDS, à AEF info. La sélection en première année de master sera mise en œuvre à partir de la rentrée 2020-2021.

Mediapart

14 décembre 2018

A propos de la conférence en direct de Russie avec Edward Snowden

Edward Snowden à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Le 6 décembre 2018, en direct depuis la Russie, Edward Snowden s'est adressé aux étudiants de l'université Paris 1. Il a expliqué en quoi ses révélations faites en juin 2013 sur la surveillance de masse illégalement réalisée par les services américains étaient intimement liées à la liberté de la presse, aux libertés individuelles et, au-delà, à la conception même de ce qu'est une démocratie.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

13 décembre 2018

A propos des Assises de la recherche

Paris 1 : des assises et un « manifeste » pour défendre les vertus d'une recherche centrée sur les SHS

- Le refus d'intégrer une organisation « omnidisciplinaire » et le maintien d'une identité fondée sur les sciences humaines et sociales ;
 - la volonté de faire évoluer la « hiérarchie » des disciplines en faveur d'un dialogue fondé sur la « parité », de préférence au sein de disciplines proches ;
 - une stratégie de recherche guidée par les notions de « liberté » et de « créativité » des chercheurs ;
 - une recherche menée dans le cadre d'une « communauté étudiants-professeurs » ;
 - une recherche « utile socialement », etc.
-

Agence Option Finance

13 décembre 2018

A propos de la chaire en partenariat avec la FFA

Fondation Panthéon-Sorbonne : la première chaire constituée est dédiée au secteur assurantiel

(AOF) - L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et la Fédération Française de l'Assurance ont signé la convention constitutive de la première chaire de la Fondation Panthéon-Sorbonne : "Assurance et Société, historicité des savoirs et pratique de l'interdisciplinarité". Cette chaire a pour objectif l'analyse des réponses apportées par l'assurance au cours des évolutions, des crises ou des mutations sociétales, en France comme à l'international.

[▶ Lien via Europresse](#)

La Tribune de l'assurance.fr

13 décembre 2018

A propos de la chaire en partenariat avec la FFA

Fondation Panthéon-Sorbonne : la première chaire constituée est dédiée au secteur assurantiel

L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et la Fédération Française de l'Assurance ont signé la convention constitutive de la première chaire de la Fondation Panthéon-Sorbonne : "Assurance et Société, historicité des savoirs et pratique de l'interdisciplinarité". Cette chaire a pour objectif l'analyse des réponses apportées par l'assurance au cours des évolutions, des crises ou des mutations sociétales, en France comme à l'international.

[▶ Lien vers l'article](#)

Home View Senegal

10 décembre 2018

A propos du forum international sur l'avenir de l'Education, avec la participation de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Les Présidents de l'Université de Sorbonne et de HEC Paris attendus au Forum international sur l'Avenir de l'Education

Dakaractu est en mesure de vous confirmer que Georges Haddad, Président de l'Université Sorbonne Panthéon et Jean Paul Vermès, Président de HEC Paris, ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'île de France, comptent parmi les nombreuses sommités intellectuelles qui ont décidé de répondre à l'invitation de notre concitoyenne Amy Sarr Fall.

[▶ Lien vers l'article](#)

Bruxelles 2

9 décembre 2018

A propos du projet de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, « Sorbonne War Studies (emploi de la force armée au prisme des nouveaux défis sécuritaires) », retenu pour l'école de War Studies

Etudes stratégiques : la France lance son école de War Studies

Cinq laboratoires universitaires de sciences humaines vont être labellisés « centre d'excellence ». Objectif : contribuer à développer, dans le cadre du Pacte enseignement supérieur, une école française des études stratégiques, inspirée des War Studies anglo-saxonnes.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

5 décembre 2018

A propos de la mobilisation des étudiants de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Hausse des droits pour les étudiants étrangers : des mobilisations à Paris 1 et Paris 3

« Le site de Tolbiac de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a été bloqué et occupé de 13 h 30 jusqu'en fin d'après-midi par une centaine de personnes, après la tenue dans la matinée d'une assemblée générale réunissant 750 étudiants et personnels dénonçant la hausse des frais de scolarité pour les étudiants extracommunautaires. Il a pu fermer dans la soirée et doit rouvrir le 06/12 », indique l'établissement à News Tank, le 05/12/2018.

L'université « condamne le blocage », bien que « solidaire de la revendication ». En effet, dans une motion adoptée le 04/12/2018, le conseil académique de Paris 1 « se prononce fermement contre la hausse discriminatoire des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur, ciblant les étrangères et étrangers extra-européens » et demande « instamment au gouvernement de renoncer à ce projet ». Un texte transmis par le président de l'université, Georges Haddad, à la ministre du Mesri, Frédérique Vidal.

LCI

5 décembre 2018

A propos du blocage de Tolbiac mercredi 5 décembre

Tolbiac, première fac à voter le blocus : "Comme les Gilets jaunes, nous sommes mobilisés contre la vie chère"

UNIVERSITÉS - Les étudiants de la cité universitaire de Tolbiac ont voté, mardi 4 décembre, le blocus de l'établissement. Ils se mobilisent contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants hors UE, mais souhaitent également initier une convergence des lutte avec les Gilets jaunes. Le mouvement a été reconduit jusqu'à vendredi.

[► Lien vers l'article](#)

BFM TV

5 décembre 2018

A propos du blocage de Tolbiac mercredi 5 décembre

Blocage de Tolbiac: l'université fermée préventivement

L'université de Tolbiac à Paris a été fermée préventivement ce mercredi, après le vote du blocage la veille par les étudiants.

Une cinquantaine d'étudiants s'est rassemblée ce mercredi matin devant le site de Tolbiac dans le but de bloquer l'entrée au site universitaire Paris-1. L'université avait toutefois été fermée préventivement et les cours annulés, après le vote du blocage du site en assemblée générale mardi.

[► Lien vers l'article](#)

France Bleu

5 décembre 2018

A propos du blocage de Tolbiac mercredi 5 décembre

Paris : les universités de la Sorbonne et de Tolbiac bloquées par des étudiants

Le blocus ce mercredi de Tolbiac a été voté mardi: les étudiants protestent contre l'augmentation des frais d'inscription à la faculté pour les jeunes étrangers. Le président de La Sorbonne, bloquée mardi, rappelle que vendredi dernier le conseil d'administration a déjà dit non à ce projet.

[► Lien vers l'article](#)

Huffington Post

4 décembre 2018

A propos du blocage de Tolbiac mercredi 5 décembre

Le blocage de la fac de Tolbiac a été voté

Les étudiants de Tolbiac réunis en AG ont décidé d'un blocus, à la Sorbonne Nouvelle des personnes sont entrées de force et ont bloqué les accès.

UNIVERSITÉS - Deux sites d'universités parisiennes ont été gagnés ce mardi 4 décembre par des blocages ou des menaces de blocages de la part d'étudiants opposés à l'augmentation des frais d'inscription à la fac pour les jeunes venus de pays extérieurs à l'Europe.

Depuis lundi, des dizaines de lycées sont bloqués partiellement ou totalement par des jeunes opposés à des réformes en cours à l'Éducation nationale, dans le sillage du mouvement des "gilets jaunes".

[► Lien vers l'article](#)

Ouest France

4 décembre 2018

A propos du blocage de Tolbiac mercredi 5 décembre

Augmentation des frais d'inscription : deux universités parisiennes perturbées

Deux sites d'universités parisiennes ont été gagnés ce mardi par des blocages ou des menaces de blocages de la part d'étudiants opposés à l'augmentation des frais d'inscription à la fac pour les jeunes venus de pays extérieurs à l'Europe.

La grogne gagne les universités. Deux sites d'universités parisiennes sont perturbés par des blocages ou des menaces de blocage. Les étudiants s'opposent à l'augmentation des frais d'inscription à la fac pour les jeunes venus de pays extérieurs à l'Europe.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro étudiant

30 novembre 2018

A propos de la nomination de Danièle Obono au conseil d'administration de l'UFR de science politique

La «clivante» députée de la France insoumise Danièle Obono a été nommée à la Sorbonne

La députée de la France insoumise a été nommée au conseil d'administration de l'UFR de science politique de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Professeurs et cadres de la faculté critiquent sa proximité avec le groupe des Indigènes de la République.

Ce vendredi d'après les informations de L'Obs, la députée de la France insoumise Danièle Obono a été nommée parmi les 38 membres du conseil d'administration de l'UFR de Sciences politiques de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Chargé de définir les grandes lignes et les orientations à donner à l'enseignement au sein de l'université, ce conseil a donc décidé par l'intermédiaire de son directeur Bernard Dolez de nommer la controversée députée LFI.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

30 novembre 2018

A propos de la nomination de Danièle Obono au conseil d'administration de l'UFR de science politique

Danièle Obono, députée de La France insoumise, nommée à la Sorbonne

INFO OBS. Sa nomination au conseil d'administration de l'UFR de science politique de Paris-I fait tiquer certains enseignants, qui soulignent sa proximité avec les Indigènes de la République.

Vendredi 23 octobre, la députée de La France insoumise Danièle Obono, qui ne cache pas sa proximité avec les Indigènes de la République, a été nommée au conseil d'administration de l'UFR (Unité de formation et de recherche) de science politique de la plus prestigieuse université française, Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Danièle Obono y siège en tant que personnalité extérieure, au titre de parlementaire. En 2017, la députée avait provoqué une grosse polémique en prenant la défense d'Houria Bouteldja, la porte-parole du Parti des indigènes de la République (PIR), et en affirmant la considérer comme une "camarade".

[► Lien via Europresse](#)

Newstank

30 novembre 2018

A propos des classements thématiques Times Higher Education

Classements thématiques du THE 2018 : 34 établissements français présents dans les 11 palmarès

34 établissements français sont classés dans l'ensemble des 11 palmarès thématiques du Times Higher Education 2019, publiés entre le 17/10 et le 29/11/2018. À l'occasion de la parution des derniers d'entre eux, News Tank propose une analyse de la position des Français et de leur évolution. Université PSL est présente dans huit de ces classements, dont cinq fois dans le top 50. La Comue est classée 16 en « physical sciences », 17 en « arts and humanities », 38 en « computer science » et « social sciences », et 44 dans « life sciences ». En 2018, elle apparaissait dans sept classements, dont deux fois dans le top 50.

Le Temps

29 novembre 2018

A propos du projet d'université Franco-Tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée

L'offre académique en sciences sociales et sciences de l'ingénieur, en débat.

Un séminaire dédié à l'identification de l'offre académique de l'Université Franco-Tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée -UFTAM- a démarré, mardi, à Tunis, indique un communiqué publié par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Ce séminaire a rassemblé des représentants de toutes les parties prenantes de ce projet académique pour une série d'ateliers de réflexion autour de l'offre académique - en sciences sociales et sciences de l'ingénieur, notamment, et le modèle de gouvernance de ce projet inédit qui sera construit autour d'un partenariat international public-privé.

[► Lien via Europresse](#)

Le Journal des grandes écoles et universités

28 novembre 2018

A propos des Assises de la Recherche

Premières Assises de la recherche : Paris 1 Panthéon-Sorbonne partage son regard sur le monde

Communiqué de presse :

Du 10 au 15 décembre, Paris 1 Panthéon-Sorbonne organisera la première édition des Assises de la recherche sur le thème « Déplacer les frontières en sciences humaines et sociales ».

« Une université pour et par la recherche » : voilà ce que revendique Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les premières Assises de la recherche ambitionnent de donner un temps collectif de réflexion sur la recherche menée à l'université, ses finalités, ses valeurs et ses méthodes. A cette occasion, un Manifeste scientifique de Paris 1 Panthéon-Sorbonne sera rédigé et diffusé à l'ensemble de la communauté savante.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

27 novembre 2018

A propos du Label Centre d'excellence, pré-sélection de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Ministère des armées : cinq projets universitaires présélectionnés pour le label Centre d'excellence

Les projets de l'Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, de l'Institut français de géopolitique de Paris 8, de l'Université de Bordeaux, de l'Université Grenoble Alpes et de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 sont présélectionnés pour obtenir le label Centre d'excellence, lancé par Florence Parly, ministre des armées, le 26/11/2018.

Ces cinq centres de recherche universitaires, choisis parmi 14 candidatures, bénéficieront d'un accompagnement financier et du recrutement d'un jeune chercheur pendant deux ans, puis deux d'entre eux seront labellisés. Les lauréats seront dotés d'un budget annuel de 300 k€ pendant une durée de cinq ans renouvelable.

Business Immo

27 novembre 2018

A propos du partenariat entre les masters Gesiic & Emi

Les masters Gesiic et Emi officialisent leur partenariat

Le master Gesiic (Gestion et stratégie de l'Investissement immobilier et de la construction de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne) et l'Executive Master Immobilier (université Saint-Louis Bruxelles et ICHEC) annoncent leur partenariat.

Ce dernier permet de développer les collaborations entre les deux masters : il offre aux étudiants de nouvelles opportunités internationales, comme la possibilité de suivre des cours à l'étranger, de participer aux jobdatings, un échange d'enseignant ou des visites de terrain.

[▶ Lien via Europresse](#)

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

France Culture

19 décembre 2018

Avec Frédéric Tristram, maître de conférences en histoire contemporaine

"Gilets jaunes" : regards historiques sur une crise (3/5) Argent, morale, fiscalité : entre résistances et consentement

Consentement à l'impôt, antifiscalisme et économie morale, comment ces notions entrent-elles en résonance avec le conflit des Gilets Jaunes ? Emmanuel Laurentin et Victor Macé de Lépinay s'entretiennent avec Frédéric Tristram, Samuel Hayat, Laurence Fontaine, Rachel Renault et Christopher Clark.

[▶ Lien vers l'émission](#)

L'Obs

19 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Un référendum pour rétablir l'ISF ? La mission (quasi) impossible des socialistes

Les socialistes s'emparent d'une procédure existante pour tenter de contrer le gouvernement : le référendum d'initiative partagée. Décryptage.

S'appuyer sur l'aspiration des "gilets jaunes" à plus de démocratie directe, pour forcer la main au gouvernement sur le thème de l'injustice fiscale : les parlementaires PS pensent avoir trouvé le cocktail gagnant !

[▶ Lien via Europresse](#)

AFP

18 décembre 2018

Avec Frédéric Sawicki, professeur de science politique

"Gilets jaunes": après les mesures sociales, quelles suites au mouvement?

Paris, 18 déc 2018 (AFP) - - Volcan susceptible de se réveiller à tout moment? Mue vers une nouvelle organisation politique? Alliance avec des partis existants? De nombreuses interrogations entourent l'avenir du mouvement des "gilets jaunes" qui perturbe le paysage politique français.

La mobilisation des "gilets jaunes", entrés en rébellion depuis un mois contre la politique fiscale et sociale du gouvernement, donne des signes d'accalmie après les concessions obtenues du pouvoir. Mais rien ne dit qu'elle soit terminée, souligne Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille 2. "Ce mouvement pourrait se réactiver très vite, car les structures de coordination existent, notamment sur les réseaux sociaux, cela va très vite", analyse l'universitaire.

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

18 décembre 2018

Avec Julien Brachet, géographe au sein de l'UMR Développement et Sociétés (Paris 1 / IRD)

Expo : "Manga-Tokyo" / Le pacte de Marrakech / Turquie / Les gilets jaunes au pays du porno

Le Journal des Idées par Jacques Munier :

Adopté le 10 décembre à Marrakech par 165 pays, le Pacte mondial « pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » doit être ratifié demain à l'ONU. Et c'est aujourd'hui la Journée internationale des migrants.

C'est un accord non contraignant, qui réaffirme que les États sont souverains en matière de migrations. Comme le rappelle dans **Le Monde** Claire Rodier, juriste au Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés) le « pacte de Marrakech » s'inscrit dans la continuité d'une démarche de dialogue entreprise depuis plus de dix ans par les Nations Unies « pour tenter de faire converger les intérêts souvent contradictoires des parties en présence ».

[► Lien vers l'article et le podcast](#)

Le Monde

18 décembre 2018

Avec Julien Brachet, géographe au sein de l'UMR Développement et Sociétés (Paris 1 / IRD)

Migrations, fantasmes et contre-vérités

L'adoption du pacte de Marrakech par l'Assemblée générale des Nations unies (ONU), lundi 10 décembre, renvoie à bien des égards à l'actualité française. Ces derniers temps, une petite minorité des « gilets jaunes » a réussi à fortement rendre visible son absence de solidarité vis-à-vis de ressortissants étrangers. Tout comme une petite minorité des Etats membres de l'ONU a réussi à occuper l'espace médiatique en refusant d'adopter ce texte.

Un texte pourtant timoré, consensuel et non contraignant. Le contenu du « pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » n'a rien de surprenant. L'idée fondatrice de ce texte est aussi simple que faussement naïve : la bonne « gestion » des frontières et des populations mobiles serait « bénéfique à tous », aux personnes comme aux Etats, à l'économie comme à la culture. S'entendre sur les mots et sur la mesure de la situation présente permettrait sans doute de mieux saisir le sens de cette déclaration d'intention ainsi que ses silences.

[► Lien via Europresse](#)

Les Inrocks

18 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

“Le référendum d'initiative citoyenne peut aussi bien renforcer l'autoritarisme que la démocratie”

Depuis des semaines, les “gilets jaunes” réclament la mise en place du référendum d'initiative citoyenne. Alors qu'Emmanuel Macron ouvre avec prudence le débat, nous avons interrogé le professeur de droit constitutionnel à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne Dominique Rousseau sur ses effets sur notre système politique.

Sur tous les ronds-points encore tenus par les “gilets jaunes”, les mêmes initiales s'affichent : “RIC”, pour référendum d'initiative citoyenne. Alors qu'Emmanuel Macron ouvre prudemment le débat à ce sujet dans le cadre du “grand débat national” promis au mouvement, nous avons interrogé le constitutionnaliste Dominique Rousseau, auteur de *Radicaliser la démocratie* (Seuil, 2015).

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

18 décembre 2018

Avec Marta Torre-Schaub, chercheuse en droit de l'environnement

COP24 : un accord très technique mais peu ambitieux

Après deux semaines de discussions, la COP24 s'est achevée samedi 15 décembre en laissant derrière elle un goût un peu amer. Si elle a défini les grandes lignes pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, nombre de sujets sont pourtant restés en suspens, voire exclus des négociations. D'autres ont été repoussés à la COP25 de 2019 ou à l'échéance 2020.

Une procrastination qui doit nous inquiéter, alors que le sommet devait sceller des engagements politiques concrets sur la meilleure façon d'atteindre les objectifs de l'accord : or les règles techniques adoptées ne suffiront pas à maintenir le réchauffement de la planète en dessous des 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, comme le préconise le rapport du GIEC publié le 8 octobre dernier.

[▶ Lien vers l'article](#)

France TV Info

18 décembre 2018

Avec Arnaud Gossement, avocat et enseignant pour le master Contentieux Public

"Recours" contre l'Etat sur le dérèglement climatique : "Attendre du juge une solution, je suis extrêmement dubitatif !"

L'avocat Arnaud Gossement a rappelé mardi sur franceinfo après le recours formé par des ONG contre l'Etat pour inaction face au réchauffement climatique, qu'à ce jour aucun Etat n'avait jamais été condamné dans ce cadre à des peines contraignantes.

[▶ Lien vers l'article](#)

BFM TV

18 décembre 2018

Avec Paul Cassia, professeur de droit public

Le RIC, ce casse-tête juridique qui s'annonce

C'est devenu la revendication emblématique du mouvement des gilets jaunes: l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne. Mais du point de vue du droit, l'idée soulève des questions.

Le référendum d'initiative citoyenne, enthousiasme pour les gilets jaunes, casse-tête pour les juristes.

Le dispositif, qu'on prononce RIC dans les conversations, est désormais la revendication phare de manifestants désireux de voir les Français avoir une voix portant davantage au chapitre. Il s'agirait de provoquer un référendum au cas où une pétition postée sur une plateforme identifiée recevrait un nombre suffisant de signatures. Seulement voilà, l'idée, qui nécessiterait une réforme constitutionnelle, n'est pas sans complication juridique, au-delà même des problèmes de participation et de contrôle.

[► Lien vers l'article](#)

France Inter

18 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

L'idée du PS de rétablir l'ISF par référendum est-elle constitutionnelle ? Pas si sûr pour les juristes

La proposition du PS de restaurer l'ISF par référendum, en utilisant le référendum d'initiative partagée, est-elle constitutionnelle ? Nous avons posé la question à quatre spécialistes de la Constitution. Ils ne sont pas tous d'accord.

Les députés et sénateurs socialistes vont proposer ce mardi après-midi à 14h30, à l'Assemblée nationale, un référendum d'initiative partagée pour restaurer l'ISF. Cette proposition de loi, portée par le groupe PS à l'Assemblée, sera-t-elle validée par le Conseil constitutionnel ? Cela ne va pas de soi dans la mesure où elle touche à la fiscalité et non pas stricto sensu à "la politique économique, sociale ou environnementale de la nation" comme le prévoit la Constitution. Nous avons interrogé quatre spécialistes de la constitution. Il ne sont pas tous d'accord.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

18 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

De la Hongrie au RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) : les démocraties européennes sous pression

Depuis l'adoption mercredi d'une nouvelle loi sur le travail, plusieurs milliers de Hongrois protestent dans les rues de Budapest contre ce texte qualifié de « loi esclavagiste » par ses opposants.

[► Lien vers l'émission](#)

Le Figaro

18 décembre 2018

Avec Paul Cassia, professeur de droit public et constitutionnel

Le RIC, une disposition qui implique une réforme constitutionnelle

La mise en place du dispositif, tel que l'entendent les «gilets jaunes», soulève de nombreuses questions.

Deux articles dans la Constitution déploient l'outil du référendum, dont la Ve République a toujours usé avec modération. D'abord l'article 3, qui le fonde en rappelant que «la souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum». Puis l'article 11, qui fixe ceux qui peuvent le déclencher: «le président de la République, sur proposition du gouvernement».

[► Lien vers l'article](#)

LCI

17 décembre 2018

Avec Jean-François Amadieu, spécialiste des mouvements sociaux

Une liste avec des gens normaux" : les Gilets jaunes vont-ils se transformer en parti politique?

MUTATION - Après un mois et demi de mobilisation sur les réseaux sociaux et dans les rues, l'heure est aux questionnements : faut-il que les Gilets jaunes se constituent en parti politique ? Mouvement hétérogène et sans tête, le pari n'est pas gagné. Mais certains y croient déjà.

Comme une petite musique qui flotte dans l'air. Alors que la mobilisation des Gilets jaunes semble faiblir dans les rues (ils étaient 66.000 dans toute la France samedi 15 décembre, deux fois moins que la semaine précédente), l'heure est-elle au rassemblement politique ? Le mouvement de contestation sociale, initié sur Facebook et se revendiquant originellement apolitique, pourrait être à un tournant de son histoire.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point

17 décembre 2018

Avec Vincent Denis, enseignant-chercheur histoire et civilisation

Manifestations : la police est-elle de plus en plus violente ?

Les manifestations des Gilets jaunes ont de nouveau posé la question de la violence de la répression policière. Un historien apporte son éclairage.

Par Vincent Denis * (The Conversation France)

Les manifestations des gilets jaunes de ces dernières semaines ont soulevé à nouveau la question des violences policières et d'un usage accru de la violence par les forces de l'ordre, une question déjà posée en 2016 à l'occasion du mouvement contre la « loi travail ». On voudrait apporter un éclairage historique sur ce phénomène supposé de « retour » de la violence. Il ne s'agit pas de relativiser les agissements policiers, mais d'inscrire les événements dans l'évolution du maintien de l'ordre en France.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

16 décembre 2018

Avec Jean-Clément Martin, spécialiste de la Révolution française

Jean-Clément Martin révolutionne la Terreur

L'historien, spécialiste de la Révolution française, a beaucoup travaillé sur la violence politique et à remettre en cause quelques idées reçues. Comme dans « Les Echos de la Terreur », son nouveau livre. Antoine Flandrin

Jean-Clément Martin, à 70 ans, est un homme à la page. Ce spécialiste de la Révolution française, qui signe Les Echos de la Terreur, dans lequel il étudie le rôle de 1794 dans notre histoire, est sur WhatsApp et Skype - où son avatar n'est autre que Méduse, de Caravage (1597-1598), qu'il voit comme une incarnation de la Terreur -, il a un blog - PasséPrésent, hébergé par Le Monde.fr -, et il s'intéresse aux jeux vidéos - il a conseillé Ubisoft, en 2014, pour la conception d' Assassin's Creed Unity, situé pendant la Révolution. « Une chance inouïe, commente l'historien . Je ne suis pas devenu un gamer, mais j'en ai tiré la conclusion que si l'on veut comprendre la violence des lycéens aujourd'hui, il faut la rapporter aux jeux vidéo avec lesquels ils fonctionnent. »

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

15 décembre 2018

Avec Robert Frank, professeur émérite spécialiste de l'histoire européenne et des relations internationales

L'Europe : la crise démocratique

Trois grandes démocraties sont mal en point en Europe : la France, la Grande Bretagne et l'Italie. Que se passe-t-il sur le continent?

[► Lien vers l'émission](#)

The Conversation

14 décembre 2018

Avec Vincent Denis, enseignant-chercheur histoire et civilisation

Maintien de l'ordre et violences policières : ce que l'histoire nous apprend

Les manifestations des gilets jaunes de ces dernières semaines ont soulevé à nouveau la question des violences policières et d'un usage accru de la violence par les forces de l'ordre, une question déjà posée en 2016 à l'occasion du mouvement contre la « loi travail ». On voudrait apporter un éclairage historique sur ce phénomène supposé de « retour » de la violence. Il ne s'agit pas de relativiser les agissements policiers, mais d'inscrire les événements dans l'évolution du maintien de l'ordre en France.

Calmer le « citoyen momentanément en colère »

Le maintien de l'ordre repose en France depuis longtemps sur des unités spécialisées : les gendarmes mobiles, apparus en 1921, complétés par les CRS, à partir de 1944, avec le recours à certaines périodes à des unités non permanentes comme les compagnies d'intervention de la Préfecture de Police à Paris dans les années 1950-1960.

[► Lien vers l'article](#)

La Tribune

14 décembre 2018

Avec Jézabel Coupey-Soubeyran, professeure en sciences économiques

Banques : le risque systémique est-il moins élevé depuis Lehman ?

Depuis la crise des subprimes, les superviseurs, sous l'impulsion du G20, ont pris des mesures pour rendre les institutions financières plus résistantes aux chocs. Mais le débat reste ouvert entre économistes et régulateurs sur la capacité réelle des banques à absorber des pertes importantes et sur les risques cachés, dans la finance non régulée par exemple.

La France compte à nouveau quatre banques d'importance systémique : le groupe BPCE (organe central des Banques Populaires et Caisses d'Épargne et maison-mère de Natixis) est revenu dans la liste des établissements "too-big-to-fail" ("trop gros pour faire faillite", c'est-à-dire faisant peser une menace sur l'ensemble du système financier mondial en cas de faillite ou de crise majeure), publiée le 18 novembre par le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board), et dont BPCE était sorti l'année précédente. Un sujet de fierté et de satisfaction apparemment pour la banque mutualiste, qui a rejoint BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

14 décembre 2018

Avec Catherine Le Bris, chargée de recherche à l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne

Les droits de l'homme commencent près de chez soi

1958 : dix ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Eleanor Roosevelt, coauteur de ce texte au côté de René Cassin notamment, s'interrogeait :

« Où, après tout, commencent les droits de l'homme ? »

Et elle répondait :

« Dans les petites collectivités ; près de chez soi, en des lieux si proches et si petits qu'on ne peut les voir sur aucune carte du monde. »

C'est, bien en effet, dans sa commune, dans son quartier, dans son univers personnel que chaque femme, chaque homme, chaque enfant aspire à la protection de ses droits. Les droits de l'homme ne s'exercent pas dans le vide : ils n'ont de sens qu'au sein d'une collectivité et les individus qui les revendiquent sont toujours géographiquement situés.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

13 décembre 2018

Avec Francis Kessler, maître de conférences en droit

Départs anticipés : la fin des retraites chapeaux ?

Destinées à fidéliser ou à récompenser tout ou partie du personnel, les retraites « surcomplémentaires » ou « supplémentaires », appelées aussi retraites chapeaux, s'ajoutent aux pensions du régime général et aux retraites complémentaires obligatoires. Un récent arrêt de la Cour de cassation prive les salariés des retraites chapeaux en cas de licenciement économique.

Il existe deux types de régimes supplémentaires.

Soit l'entreprise verse des cotisations à un fonds pendant un certain temps. Le retraité recevra en pension « supplémentaire » une rente en fonction du capital accumulé et géré par le fonds.

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

12 décembre 2018

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Débat : Hausse des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, le choix de l'attractivité contre l'universalisme

L'annonce, le 19 novembre 2018, par le premier ministre de l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers dans les universités publiques françaises suscite de nombreux débats. Il y a au moins un point sur lequel tout le monde semble d'accord : la volonté d'attirer des étudiants étrangers, alors que la mobilité étudiante internationale s'est envolée, passant de 2 millions d'étudiants en 1999 à 5 millions en 2016 selon l'OCDE.

Une fois ceci établi, les positions divergent très nettement. Avant de reprendre et d'analyser les termes du débat, il est souhaitable d'avoir une image globale du phénomène en France et de la comparer à celle de nos homologues.

[► Lien vers l'article](#)

RFI

11 décembre 2018

Avec Catherine Larrère, philosophe et professeure émérite

Comment mettre en place une transition écologique juste ?

Catherine Larrère, philosophe professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et auteur de « Les inégalités environnementales », éditions PUF
Et Marie Toussaint, présidente et fondatrice de l'Association Notre affaire à tous et juriste en Droit international de l'environnement.

[► Lien vers l'émission](#)

LCI

11 décembre 2018

Avec Guillaume Sacriste, politiste, maître de conférences en science politique et signataire du manifeste

Et si une nouvelle Europe était la réponse à la crise des gilets jaunes ?

ECLAIRAGE - 120 intellectuels ont cosigné un Manifeste pour transformer l'Union Européenne grâce à un Traité de démocratisation de l'Europe. Guillaume Sacriste, politiste, maître de conférences à l'Université Paris 1-Sorbonne et signataire du manifeste, nous éclaire sur ce projet qui aspire à rétablir une justice fiscale et sociale.

Un collectif de 120 intellectuels et académiciens ont cosigné un Manifeste pour transformer profondément les institutions et les politiques européennes. Avec des mesures concrètes : la proposition d'un Traité de démocratisation, un projet de budget, la création d'une nouvelle assemblée. Ces citoyens venant de 16 pays différents invitent chaque Etat qui le souhaite à adopter et appliquer ce nouveau traité dès à présent. Guillaume Sacriste, politiste, maître de conférences à l'Université Paris 1-Sorbonne et signataire du manifeste, nous éclaire sur ce projet à l'heure où la crise des Gilets jaunes françaises a essaimé en Belgique, au Pays-bas ou encore en Bulgarie.

[► Lien vers l'article](#)

Chroniques-Architecture.com

11 décembre 2018

Avec Jean-Philippe Garric, professeur d'histoire et civilisations

Jean-Jacques Lequeu – Bâtitseur de fantasmes

A la découverte de l'œuvre étonnante de Jean-Jacques Lequeu, architecte exceptionnel et artiste hors du commun. Au Petit Palais, à Paris. Jusqu'au 31 mars 2019.

Le Petit Palais présente pour la première fois au public un ensemble inédit de 150 dessins de Jean-Jacques Lequeu (1757-1826), artiste hors du commun. L'œuvre graphique de ce dessinateur méconnu est l'une des plus singulières de son temps. Elle témoigne, au-delà des premières étapes d'un parcours d'architecte, de la dérive solitaire et obsédante d'un artiste fascinant.

[► Lien vers l'article](#)

Libération

11 décembre 2018

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

Jeune, «sois sage et tais-toi» : enseignant-e-s et avocat-e-s disent non !

Un large collectif condamne les multiples atteintes aux droits fondamentaux des citoyens qui ont lieu depuis une semaine et appelle à agir de concert, localement, pour défendre l'Etat de droit et la liberté d'expression.

Tribune. Depuis près d'une semaine, une mobilisation s'amplifie contre les réformes se répercutant sur l'avenir des lycéens (réforme des lycées professionnels et généraux, réforme du baccalauréat, sélection à l'entrée de l'université, inégalités sociales et scolaires entre établissements). Ces mobilisations spontanées ont fait l'objet d'un nombre important d'interpellations et de placements en garde à vue diligentés par les forces de l'ordre et le ministère public.

[► Lien vers l'article](#)

La Gazette des communes

10 décembre 2018

Avec Jean-Michel Tobelem, professeur associé et spécialiste de la gestion des équipements culturels

Et si les écomusées optaient pour le statut de société coopérative d'intérêt collectif ?

La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) ouvre des perspectives de gouvernance croisée et collaborative pour renouer avec l'esprit d'origine des écomusées ancrés dans un écosystème territorial. La question a été débattue lors d'un colloque organisé à Paris fin novembre.

Parce que l'histoire d'un écomusée débute avec le monde associatif sur un territoire particulier, « la participation active des habitants au projet est une évidence, souligne Céline Chanas, présidente de la Fédération nationale des écomusées et musées de société (FEMS). Pourtant, la professionnalisation des équipes, l'évolution des missions et l'institutionnalisation des modes d'organisation, éloignent peu à peu les structures muséales du terrain et de la société civile ». Ce constat a conduit la FEMS à s'associer à l'Office de coopération et d'information muséales (Ocim) pour organiser une journée d'études le 22 novembre à Paris sur la « gouvernance des musées ».

[► Lien via Europepress](#)

Les Eco.ma

10 décembre 2018

Avec Michel Bouvier, professeur de droit

Michel bouvier. “il faut réduire le décalage entre la fiscalité et la réalité économique”

Michel Bouvier, professeur à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, directeur de la revue française des finances publiques et président- fondateur de FONDAFIP analyse les enjeux et les contraintes liées aux finances publiques au Maroc et en France.

Quelle est l'importance des finances publiques pour la réduction des inégalités sociales ?

Actuellement, les finances publiques sont au cœur de tous les problèmes que nous avons aujourd'hui. Pendant des années, les finances publiques ont été considérées comme un moteur de la justice sociale. Avec l'État-providence dans l'après-Guerre mondiale, il y avait une forte articulation entre les finances publiques et la justice sociale.

[► Lien vers l'article](#)

Algérie 360

10 décembre 2018

Avec Younes Rezkallah, docteur et chercheur en archéologie

Professeur Rezkallah : la récente découverte de Setif est un bond en avant dans l'étude de la civilisation humaine.

Dans un entretien au journal en ligne Dzair Tube, le docteur et chercheur en archéologie à l'université de la Sorbonne M. Younes Rezkallah a décrit la récente découverte à Setif de galets en calcaire et en silex taillés datant de 2.4 millions d'années, d'un bond en avant dans l'étude de la civilisation humaine et d'une grande modernisation des concepts qui prévalaient jusqu'à maintenant.

[► Lien vers l'article](#)

Le Point Sciences

9 décembre 2018

Avec Alain Schnapp, professeur émérite d'archéologie grecque

Histoire des civilisations : les empires de l'Antiquité, par Alain Schnapp

VIDÉO. « Le Point » entame une série de quatre mini-conférences dédiées à l'histoire de l'homme à la lueur des dernières découvertes. Passionnant.

À l'occasion de la parution de l'ouvrage intitulé Une histoire des civilisations, nous avons eu la merveilleuse idée de demander à ses quatre principaux auteurs de nous brosser l'histoire de l'homme depuis 300 millénaires. Inutile de vous préciser qu'ils sont parmi les plus brillants de leur génération. Le paléanthropologue Jean-Jacques Hublin, directeur de l'évolution humaine à l'institut Max Planck (Allemagne) et détenteur de la chaire internationale de paléanthropologie au Collège de France, a ouvert le bal avec les premiers pas d'Homo sapiens sur Terre.

[► Lien vers l'émission](#)

Maghreb Online

9 décembre 2018

Avec Khadija Mohsen-Finan, politologue, enseignante et chercheuse en Relations internationales et Pierre Vermeren, professeur d'Histoire contemporaine

Que reste-t-il du printemps arabe au Maghreb?

Le 17 décembre 2010, démarrait en Tunisie le mouvement d'émancipation qui a embrasé l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ce vent de révolte qui se répandit dans tout le pays, obligeant le président Ben Ali à fuir la Tunisie, le 14 janvier 2011, se propagea en Egypte, au Yémen, en Syrie, en Libye, en Jordanie, en Algérie... avec des résultats divers, contrastés... et dans certains cas, particulièrement tragiques. La Syrie et le Yémen ne se sortent pas de leur trop longue et dévastatrice guerre.

Seul le peuple tunisien semble avoir durablement bénéficié de ce printemps arabe... expérimentant, depuis 2011, le multipartisme et l'alternance politique. Ailleurs que reste-t-il du vent de contestation populaire ? Après le printemps arabe, un automne calamiteux ? Y a-t-il des perspectives de changement ?

[► Lien vers l'article](#)

France Inter

8 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Quatrième week-end de mobilisation des "gilets jaunes"

[▶ Lien vers l'émission](#)

Le Figaro

7 décembre 2018

Avec Michel Pigenet, professeur émérite d'histoire contemporaine

Pourquoi les «gilets jaunes» sont inédits dans l'histoire de France

Depuis le début des «gilets jaunes», face à la difficulté de caractériser ce mouvement social, hommes politiques, intellectuels ou simples observateurs hésitent entre parallèles historiques et déclarations sur le caractère inédit de ce mouvement soutenu par plus de 70% des Français.

Ainsi, lors du deuxième samedi de rassemblement, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a évoqué la journée du 6 février 1934 et les ligues d'extrême droite des années d'entre-deux-guerres. Une comparaison également faite à plusieurs reprises par le philosophe Bernard-Henri Lévy, qui a également mentionné une autre expérience historique, celle du «syndicalisme jaune» au début du XXe siècle. D'autres intellectuels ont mentionné le souvenir historique de Mai 68, certains la Révolution française, d'autres encore l'expérience du «boulangisme» à la fin du XIXe siècle ou celle du «poujadisme» dans les années 1950-1960.

[▶ Lien vers l'article](#)

Libération

6 décembre 2018

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

Tribune : «Les ados ne sont pas des cobayes du maintien de l'ordre»

Un collectif de personnalités s'émeut de l'usage de la violence à l'encontre des lycéens qui manifestent.

Tribune. Nous vivons des temps troublés. Alors que le ministre de l'Intérieur change la doctrine du maintien de l'ordre pour privilégier «le contact», nous sommes profondément choqués de l'usage des «armes intermédiaires» par des policiers contre des manifestants lycéens. A Garges-lès-Gonesse, Grenoble ou encore Saint-Jean-de-Braye, des lycéens ont été blessés à la tête par des tirs de lanceurs de balles, lesquels, d'après les premiers témoignages ont été effectués de manière «tendue», c'est-à-dire en visant des attroupements de mineurs.

[▶ Lien vers la tribune](#)

France Info

6 décembre 2018

Avec Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire

"Gilets jaunes" : les références à la Révolution se multiplient

Pourquoi les références à la Révolution française sont-elles de plus en plus entendues parmi les "gilets jaunes" ces dernières semaines ? L'historien, Guillaume Mazeau, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, explique. "La Révolution française est venue comme une période qui a lancé une période d'espoir à travers le temps. Les anonymes peuvent s'en servir pour rouvrir l'espoir." D'ailleurs, le cahier de doléances a été remis au goût du jour. À l'époque, il contenait les revendications du clergé, de la noblesse et du Tiers État afin d'améliorer la situation du royaume.

[► Lien vers l'article](#)

La Tribune

6 décembre 2018

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Les étroites marges de manœuvre pour atténuer le "ras-le-bol fiscal"

Une baisse de la fiscalité pour répondre aux revendications des gilets jaunes aurait forcément des conséquences budgétaires et sociales que le gouvernement devra traiter à long terme. Par Jérôme Caby, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le moratoire de six mois sur la hausse de la taxe carbone, annoncé le 4 décembre par le premier ministre Édouard Philippe, suffira-t-il à calmer la colère des gilets jaunes ?

Rien n'est moins sûr. En effet, le mouvement s'alimente plus généralement d'un « ras-le-bol fiscal » en France. Mais ce sentiment d'exaspération se fonde-t-il sur une réalité ? Et, si oui, quelles pistes pour y remédier alors que les revendications restent pour le moins disparates ?

[► Lien via Europresse](#)

Libération

5 décembre 2018

Tribune signée notamment par Rémi Beau, chercheur en philosophie et éthique de l'environnement

Pour une écologie plus sensible

Il ne faut pas compter sur la seule raison pour relever le défi environnemental. Faisons aussi confiance à nos sens, qui nous font voir les ravages du bétonnage, et entendre le silence d'un printemps sans oiseau.

Tribune. Pour chacune et chacun, le lien avec la nature relève d'abord d'une palette étendue de perceptions, de sensations et d'émotions. La voie première des relations sensibles, qu'elles soient sensorielles et corporelles, ou d'ordre affectif et émotionnel, est pourtant absente de l'espace public. Elle y est souvent dénigrée et considérée comme un obstacle à la raison. Les émotions jouent pourtant un rôle déterminant dans toutes les prises de positions et les passages à l'acte. Et les appels à la seule raison, censés les contrer, exacerbent alors des émotions négatives et infécondes que les dégradations environnementales suscitent : angoisse, colère, peur, ressentiment...

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

5 décembre 2018

Avec Gunther Capelle-Blancard, professeur d'économie

Taxe sur les transactions financières : des concessions pour relancer le projet européen

Comme à peu près chaque année, voilà la taxe sur les transactions financières (TTF) qui s'inscrit à nouveau à l'agenda des gouvernements européens. L'idée générale de cette TTF est de prélever quelques dixièmes de points de pourcentage (0,1 % à 0,5 %) sur les transactions boursières.

Le principe n'est pas nouveau : une taxe similaire existe au Royaume-Uni depuis plus de trois siècles sous la forme d'un droit de timbre (stamp duty reserve tax). Plus récemment, la TTF a été promue, entre autres, par le fameux économiste John Maynard Keynes, à la suite de la grande crise de 1929, pour limiter la spéculation à Wall Street, puis par James Tobin (Nobel d'économie) dans les années 1970 pour limiter la volatilité du marché des changes, qui a donné son nom à la taxe Tobin.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

5 décembre 2018

Avec Rémi Bazillier, professeur d'économie

Dans les mines d'or du continent africain

Descente dans les mines d'or du continent africain, où les économies locales s'organisent autour des différents sites d'exploitation, de l'orpaillage artisanal aux mines industrielles à grande échelle. Mais l'or s'épuise rapidement, mettant ces systèmes face à l'avenir incertain de l'après mine.

[► Lien vers l'émission](#)

Public Sénat

4 décembre 2018

Avec Frédéric Sawicki, professeur de sciences politiques

Macron « cristallise une forme de haine »

Les invités d' « On va plus loin » analysent la situation d'un président de la République de plus en plus seul, alors que le mouvement des gilets jaunes ne faiblit pas.

Le gouvernement tente toujours de calmer la crise des « gilets jaunes ». Edouard Philippe a fait plusieurs annonces dans ce sens mardi, notamment la suspension pour six mois de trois mesures fiscales sur le prix des carburants. Mais cela suffira-t-il alors que la colère semble se cristalliser autour de la personnalité même du président de la République ?

Pour Frédéric Sawicki, professeur de sciences politiques à Paris 1-Panthéon Sorbonne, c'est le statut du chef de l'État mais surtout la personnalité clivante d'Emmanuel Macron qui ont fait le terreau de cette colère : « Depuis l'adoption du quinquennat, le Président est de plus en plus en première ligne.

[► Lien vers l'émission](#)

The Conversation

4 décembre 2018

Avec Jérôme Caby, professeur des Universités, IAE

Les étroites marges de manœuvre pour atténuer le « ras-le-bol fiscal »

L'annulation de la hausse de la taxe carbone, annoncée le 5 décembre par l'Élysée, suffira-t-il à calmer la colère des gilets jaunes ? Rien n'est moins sûr. En effet, le mouvement s'alimente plus généralement d'un « ras-le-bol fiscal » en France. Mais ce sentiment d'exaspération se fonde-t-il sur une réalité ? Et, si oui, quelles pistes pour y remédier alors que les revendications restent pour le moins disparates ?

Un niveau de taxes inédit au niveau international

Comme le montre très clairement le graphique ci-dessous, le taux des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) français est le plus élevé d'Europe. De fait, les gilets jaunes ont raison lorsqu'ils dénoncent le poids excessif des taxes en France.

[► Lien vers l'article](#)

Charente Libre

4 décembre 2018

Avec Michel Pigenet, historien

Liberté, égalité, fraternité, émeutes? "une tradition bien française", analyse un historien

Descendre dans la rue pour contester le pouvoir est une "tradition" bien française qui ne sombre pas dans la violence systématiquement, mais de plus en plus souvent, comme samedi lors des émeutes de Paris, soulignent des experts.

Augustin Terlinden, un Belge de 33 ans, faisait son jogging près de l'avenue Foch, dans les quartiers huppés de la capitale, quand il s'est retrouvé samedi face à des véhicules en feu et des barricades: "*Je vois que la tradition révolutionnaire est toujours très prégnante en France!*", lançait-il dans un sourire. Huit mille manifestants à Paris selon la préfecture de police, plus de 10.000 grenades tirées par les forces de l'ordre, 133 blessés et 412 interpellations: la manifestation des "gilets jaunes", ces Français excédés par la hausse des taxes sur les carburants et la politique sociale et fiscale du gouvernement, a été marquée par une "*violence extrême et inédite*", a reconnu le lendemain le préfet de police de Paris, Michel Delpuech.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

4 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Une crise, oui... mais une crise de régime ?

Par sa forme et son étendue, le mouvement des "gilets jaunes" semble révéler une crise politique d'une ampleur rarement atteinte depuis les débuts de la Vème République. Nos institutions, à commencer par la présidence de la République, sont-elles encore à même de répondre à ces enjeux ?

Cette émission s'inscrit dans le dossier "Colère jaune" qui regroupe les différents débats du Grain à moudre sur le mouvement des "gilets jaunes".

Il n'a pas prévu de parler dans l'immédiat. Le Président de la République "assume parfaitement" ce qu'a déclaré le Premier ministre ce mardi, à savoir la suspension pour six mois de plusieurs mesures fiscales. Il ne "s'exprimera pas" à ce stade, indique l'Élysée ce mardi.

[► Lien vers le podcast](#)

Livres Hebdo

4 décembre 2018

Avec Pierre Wat, professeur d'histoire de l'art

Pierre Wat, lauréat du prix Pierre Daix 2018

L'historien de l'art a été récompensé pour *Pérégrinations. Paysages entre nature et histoire* (Hazan).

Pierre Wat a reçu, lundi 3 décembre au Musée national Picasso à Paris, le prix Pierre-Daix 2018 pour *Pérégrinations. Paysages entre nature et histoire* (Hazan, 2017).

Dans son ouvrage, le professeur d'histoire de l'art à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne dresse une histoire du paysage dans l'art depuis le XIXe siècle. A partir de peintures, dessins ou photographies de paysages, il étudie l'évolution de la conception du passage du temps et du rapport à l'histoire de leurs créateurs.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

3 décembre 2018

Avec Pierre Wat, professeur d'histoire de l'art

Livres d'art : « Pérégrinations », de Pierre Wat, remporte le Prix Pierre Daix

Le 4e Prix Pierre Daix a été attribué lundi 3 décembre à *Pérégrinations. Paysages entre nature et histoire*, de l'historien de l'art Pierre Wat. Ce prix, créé par l'homme d'affaires et collectionneur François Pinault, distingue, chaque année depuis 2015, un ouvrage consacré à l'histoire de l'art moderne et contemporaine. Le jury, constitué de onze personnalités et présidé par Jean-Jacques Aillagon, salue « un essai novateur sur la question du paysage en peinture », mais aussi « une singulière montée en émotion au fil de la lecture, un ouvrage habité, un vrai talent romanesque », qui raconte « un paysage devenu le lieu de l'histoire et de sa tragédie ».

[► Lien vers l'article](#)

TV 5 Monde

3 décembre 2018

Avec Pierre Wat, professeur d'histoire de l'art

Le Prix Pierre Daix décerné à un ouvrage sur le paysage en peinture

Le Prix Pierre Daix 2018, qui récompense un ouvrage sur l'histoire de l'art moderne et contemporain, a été attribué à Pérégrinations, paysages entre nature et histoire, de l'historien Pierre Wat, a annoncé lundi la Fondation Pinault.

Le prix doté de 10.000 euros a été remis par le collectionneur breton à Pierre Wat au Musée national Picasso à Paris. François Pinault a créé ce prix en 2015, en hommage à la mémoire de Pierre Daix, son ami écrivain et historien de l'art français, décédé en 2014.

[► Lien vers l'article](#)

Le Drenche

3 décembre 2018

Avec Mireille Chiroleu-Assouline, professeure d'économie

La lutte contre la pollution doit-elle passer par une hausse de la fiscalité ?

La fiscalité écologique est l'un des instruments de politique économique les plus efficaces pour lutter contre la pollution. En effet, une taxe sur les produits polluants en élève le prix par rapport aux produits non polluants. Les consommateurs s'en détournent et la pollution diminue. C'est la raison d'être de la composante carbone de la taxe intérieure sur les consommations de produits énergétiques qui frappe tous les carburants et combustibles fossiles, en raison de leurs émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Dans ce cas précis, la réduction attendue des émissions de CO₂ devrait provenir à la fois de la réduction de la part des énergies fossiles dans la consommation totale de produits énergétiques, mais aussi de l'accroissement de la sobriété énergétique.

[► Lien vers l'article](#)

Public Sénat

3 décembre 2018

Avec Frédéric Sawicki, professeur de science politique

Gilets jaunes : Macron se tait, Philippe consulte

Après les violences de samedi au coeur de Paris et conformément au souhait d'Emmanuel Macron, Edouard Philippe, le Premier ministre, a entamé ce matin toute une série de consultations pour tenter de calmer la crise des Gilets Jaunes. Elles se poursuivront demain avec en particulier les syndicats de polices et - peut-être - des représentants des Gilets Jaunes. Des débats seront par ailleurs organisés cette semaine à l'Assemblée nationale et au Sénat. Une séquence qui pourrait se traduire par des annonces gouvernementales attendues avant la fin de la semaine. Comment sortir de cette crise politique aussi inédite que grave ?

[▶ Lien vers l'émission](#)

France Culture

3 décembre 2018

Avec Dominique Rousseau, juriste et professeur de droit constitutionnel

Gilets jaunes, éclairage sur l'actualité dès le 3 décembre

Manifestations, vandalismes, revendications hétéroclites... le mouvement des gilets jaunes fait le tour du monde des médias, mais reste difficile à analyser. Les trois principaux rendez-vous d'antenne dédiés à l'actualité sur France Culture se consacrent, dès le 3 décembre, au décryptage de ce mouvement social. Entourés d'experts et d'invités, les producteurs de France Culture tenteront quotidiennement de mieux comprendre les enjeux et la structuration de ce mouvement. Des dossiers complets sont à retrouver également sur franceculture.fr.

[▶ Lien vers le programme](#)

Magazine.Interencheres.com

3 décembre 2018

Avec Marie Gispert, maître de conférences en histoire de l'art contemporain

Olga Boznanska, figure majeure de la peinture polonaise

A l'aube de la modernité, Olga Boznanska s'illustra à travers ses portraits psychologiques à mi-chemin entre l'impressionnisme et le symbolisme. Aujourd'hui méconnue, elle fut pourtant l'une des figures majeures de la peinture polonaise. A l'occasion de la mise en vente d'une toile de 1905, retour sur cette artiste femme aux œuvres énigmatiques...

Une peintre polonaise à Paris

Née à Cracovie en 1865, Olga Boznanska (1865-1940) s'illustra à Paris à l'aube de la modernité, à travers des portraits psychologiques à mi-chemin entre l'impressionnisme et le symbolisme. Dès 1896, elle rejoint la capitale des arts où elle intègre la Société Nationale des Beaux-Arts.

[► Lien vers l'article](#)

L'Etudiant

3 décembre 2018

Avec Bruno Dondero, enseignant chercheur en droit privé et sciences criminelles

Examens de fin d'année : comment jongler entre les révisions et la bûche de Noël ?

Pour beaucoup d'entre vous, les examens de premier semestre se déroulent en partie ou en totalité en janvier, après les fêtes de fin d'année. Les révisions seront donc entrecoupées de longs repas, d'achats et de découvertes de cadeaux, de retrouvailles... Voici quelques conseils pour concilier travail et plaisir.

Pour savoir combien de temps vous devez consacrer à vos révisions – et par conséquent combien de temps vous pourrez profiter des festivités – commencez par faire le point sur les dates d'examens, vos cours et le travail à réaliser pour chacun d'eux.

Le mieux est d'établir un programme avec le nombre de jours dont vous bénéficiez jusqu'aux examens. Planifiez des plages de quelques heures par matière, variez régulièrement, et pour chaque session, fixez-vous un objectif. Cela vous motivera de voir vos avancées à chaque étape.

[► Lien vers l'article](#)

La Gazette des Communes

3 décembre 2018

Avec Tristan Sadeghi, doctorant en droit public

« Evaluer les économies liées à l’usage du numérique est encore compliqué »

Chargé d'enseignement supérieur à l'université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Tristan Sadeghi coordonne le groupe de recherche « finances publiques et numérique » du Fondafip (Association pour la fondation internationale des finances publiques). Il revient sur les impacts de l'usage du numérique dans les collectivités.

Quels sont les impacts de l’usage du numérique dans les collectivités ?

Les impacts concernent souvent les politiques, parfois, le marketing. Les collectivités communiquent volontiers sur le « zéro papier » dans le cadre de la dématérialisation ou de la gestion électronique des documents, sur une meilleure gouvernance ou une gestion plus transparente. Or, dans les faits, assez peu d’administrés consultent en ligne des documents financiers, qui restent toujours difficiles d’accès en termes de lisibilité et de compréhension pour le grand public. D’autres services en ligne se traduisent, quant à eux, par un gain de temps pour les habitants.

[► Lien vers l'article](#)

Le Télégramme

2 décembre 2018

Avec Emmanuel Picavet, professeur d'éthique appliquée et directeur du centre de philosophie

Éthique et action humanitaire. Débats et questionnements à l’IUT

Afin de fêter ses 20 ans d’activités, l’Association humanitaire de solidarité Madagascar-Afrique (AHSMA) avait organisé un colloque visant à débattre de l’éthique dans l’action humanitaire. À cette occasion, professeurs, chercheurs, politiciens et dirigeants d’associations caritatives ont présenté leurs travaux et points de vue, assurant des échanges de haute volée.

[► Lien vers l'article](#)

RFI

1^{er} décembre 2018

Avec Michel Pigenet, professeur d'histoire contemporaine & spécialiste des mouvements sociaux

Gilets jaunes : «Si cela a pris aussi vite, c'est que l'herbe était sèche»

Ce samedi 1er décembre 2018, on assiste à une nouvelle journée de mobilisation sous l'impulsion des «gilets jaunes», quinze jours après le lancement de ce mouvement. Selon Michel Pigenet, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et spécialiste des mouvements sociaux, la force de ce mouvement, c'est sa spontanéité. Mais c'est aussi sa faiblesse.

[▶ Lien vers l'émission](#)

Libération

1^{er} décembre 2018

Avec Rémi Beau, philosophe et chercheur associé

TRIBUNE : Pour une écologie plus sensible

Il ne faut pas compter sur la seule raison pour relever le défi environnemental. Faisons aussi confiance à nos sens, qui nous font voir les ravages du bétonnage, et entendre le silence d'un printemps sans oiseau.

Tribune. Pour chacune et chacun, le lien avec la nature relève d'abord d'une palette étendue de perceptions, de sensations et d'émotions. La voie première des relations sensibles, qu'elles soient sensorielles et corporelles, ou d'ordre affectif et émotionnel, est pourtant absente de l'espace public. Elle y est souvent dénigrée et considérée comme un obstacle à la raison. Les émotions jouent pourtant un rôle déterminant dans toutes les prises de position et les passages à l'acte. Et les appels à la seule raison, censés les contrer, exacerbent alors des émotions négatives et infécondes que les dégradations environnementales suscitent : angoisse, colère, peur, ressentiment...

[▶ Lien vers la tribune](#)

Non fiction.fr

30 novembre 2018

Avec Michel Margairaz, professeur d'histoire économique contemporaine

L'Etat et l'action publique en débat

Le thème de la réforme de l'Etat et de la modernisation de l'action publique constitue une antienne bien connue des analystes des politiques publiques.

Bien souvent, depuis l'après-guerre, cette rengaine a abouti à réduire le périmètre de l'intervention publique, comme le remarquent avec justesse les deux historiens Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky dans leur essai *L'Etat détricoté. De la Résistance à la République en marche*. De manière plus large et dans la mesure d'un manuel de science politique, l'éminente Introduction à la sociologie de l'action publique (des politistes Thomas Ribémont, Thibault Bossy, Aurélien Evrard, Guillaume Gourgues et Catherine Hoeffler) propose de faire le point sur l'état des connaissances actuelles à propos de la conception, de la production et de l'évaluation des politiques publiques de l'Etat, mais aussi au niveau international et local.

[► Lien vers l'article](#)

Libération

29 novembre 2018

Avec Sandra Laugier, professeure de philosophie

Accros à «Narcos»

N'ayons plus peur des spoilers! Le succès d'une série tient moins aux rebondissements qu'à l'esthétique, la musique et aux références cinématographiques.

Les spectateurs des meilleures séries de Netflix apprécient, même s'ils s'en défendent, l'enchaînement vicieux des épisodes et l'affichage en bas à droite de l'écran au générique de fin (prochain épisode dans 4... 3... 2 secondes), propice au binge watching - et de toute façon jouissif. J'imagine que comme moi, beaucoup n'ont que mépris pour l'affichage en bas à gauche de l'écran qui propose de passer le générique : «Skip intro.» Quoi, sauter le générique de Narcos ? C'est déjà difficile de ne pas se le repasser en boucle. Netflix a eu la chance - ou plutôt fait le choix, en en faisant composer la musique par des artistes sollicités pour l'occasion - de créer des génériques de série si réussis qu'ils sont devenus des classiques.

[► Lien via Europresse](#)

Capital

28 novembre 2018

Avec Lionel Fontagné, professeur d'économie

L'Europe peut-elle profiter de l'affrontement USA-Chine ?

Lessivée par la montée des populismes, affaiblie par la crise migratoire et le surendettement, régulièrement piétinée par ses propres alliés, notre pauvre Union européenne semble bien mal en point... Il est pourtant une personne qui semble encore croire en elle : Christine Lagarde.

Au début de l'été, à Aix-en-Provence, la patronne du FMI a assuré devant le gratin du monde économique que l'UE allait avoir une "carte à jouer" dans le conflit commercial qui oppose les Etats-Unis et la Chine. Et pas un petit cinq de trèfle, comme d'habitude, hein ! Non, un vrai atout, qui pourrait lui permettre sinon de remporter la partie, du moins d'en tirer de précieux avantages économiques.

[▶ Lien vers l'article](#)

France Inter

27 novembre 2018

Avec Christine Dugoin-Clément, chercheure à l'IAE

Nouvelle crise entre Kiev et Moscou, l'Ukraine adopte la loi martiale

Trois navires de guerre ukrainiens ont été arraisonnés par les russes, à l'entrée du détroit de Kerch, entend désormais assurer sa domination sur la mer d'Azov. En réponse, l'Ukraine a instauré la loi martiale ce lundi. Le détroit de Kerch est situé entre la Russie et la Crimée. C'est là même que les Russes ont construit un pont. D'un côté la mer Noire et de l'autre côté du détroit la mer d'Azov. Cet accrochage sévère entre Russe et Ukrainien fait craindre une nouvelle escalade entre les deux pays.

[▶ Lien vers l'article](#)

Radio Fidélité.com

27 novembre 2018

Avec Muriel Fabre-Magnan, professeure de droit

57' pour comprendre – l'institution de la Liberté

[▶ Lien vers l'émission](#)

Sud-Ouest

27 novembre 2018

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine

Gilets jaunes, la France au bout de sa modernisation

Le mouvement des gilets jaunes est l'aboutissement d'un long processus de déclassement consécutif à une modernisation qui a bloqué l'ascenseur social et bouleversé le paysage physique et mental du pays.

Depuis des décennies, les élites technocratiques françaises ont entrepris une modernisation brutale et inégalitaire. Cette fuite en avant, enrobée dans un paradoxal libéralisme autoritaire, a réussi plusieurs tours de force : expulser les classes moyennes des dix métropoles afin d'y laisser prospérer la classe bourgeoise, dite « bobo » par euphémisation sociale ; promouvoir l'écologie dans des micro-centres urbains au milieu d'un tout automobile généralisé ; vider les centres des villes petites et moyennes de leurs activités économiques et commerciales, mais aussi de leurs classes moyennes, pour les réinstaller dans le périurbain pavillonnaire, doté de zones commerciales et d'activités (ce qui a fabriqué la « France moche » décrite par Télérama).

[▶ Lien vers l'article](#)

Huffington Post

26 novembre 2018

Avec Michel Pigenet, professeur d'histoire contemporaine & spécialiste des mouvements sociaux

Avant les gilets jaunes, ces luttes historiques contre la vie chère

Avant de susciter la colère des gilets jaunes, la vie chère fut l'un des motifs de la Révolution française et de mouvements sociaux plus ou moins spontanés.

Les gilets jaunes se mobilisent partout en France pour lutter contre la hausse des carburants. Un rassemblement qui veut dénoncer plus généralement "la vie chère". Ce motif a soulevé de nombreux mouvements sociaux dans l'histoire de France. Ils sont souvent spontanés, mais le syndicalisme n'est pas loin. Ils se déroulent dans des lieux à forte tradition syndicale, comme le Havre.

[▶ Lien vers la vidéo](#)

La Gazette des communes

26 novembre 2018

Avec Tristan Sadeghi, doctorant à l'Institut des sciences juridique et philosophique

Evaluer les économies liées à l'usage du numérique est encore compliqué

Chargé d'enseignement supérieur à l'université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Tristan Sadeghi coordonne le groupe de recherche « finances publiques et numérique » du Fondafip (Association pour la fondation internationale des finances publiques).

Quels sont les impacts de l'usage du numérique dans les collectivités ?

Les impacts concernent souvent les politiques, parfois, le marketing. Les collectivités communiquent volontiers sur le « zéro papier » dans le cadre de la dématérialisation ou de la gestion électronique des documents, sur une meilleure gouvernance ou une gestion plus transparente. Or, dans les faits, assez peu d'administrés consultent en ligne des documents financiers, qui restent toujours difficiles d'accès en termes de lisibilité et de compréhension pour le grand public. D'autres services en ligne se traduisent, quant à eux, par un gain de temps pour les habitants.

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

26 novembre 2018

Avec Anne Conchon, professeure d'histoire moderne

Mobilité j'écris ton nom (1/4) Une histoire économique des transports

Retour sur l'histoire moderne des transports, du fleuve à la mer en passant par les rails. Car cette histoire, c'est aussi celle de l'industrialisation et de l'évolution de la société capitaliste, à tel point que la mobilité est devenue une question majeure des débats contemporains.

Depuis les origines de l'humanité et plus encore depuis l'invention de la roue en 3000 avant Jésus-Christ, les hommes et les marchandises n'ont cessé de circuler. Les chemins sont devenus des routes puis des lignes de chemin de fer et enfin des autoroutes et « mobilité » apparaît aujourd'hui comme un mantra politique et économique qui soulève de nombreuses questions sociales.

[► Lien vers l'émission](#)

Médiapart

26 novembre 2018

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine

[Colloque] Le Maghreb entre impasses et perspectives de changement

Pourtant limitrophe de l'Union Européenne, le Maghreb est aujourd'hui mal connu et insuffisamment étudié, malgré les enjeux essentiels qui le traversent. Entendu ici au sens des cinq pays – Maroc, Mauritanie, Algérie, Tunisie, Libye – constituant formellement, depuis 1989, l'Union du Maghreb Arabe (UMA), cette région représente une population importante, aujourd'hui de l'ordre de 100 millions d'habitants, et dont la croissance reste relativement forte (les projections estiment qu'elle atteindra environ 140 millions d'habitants en 2050).

[► Lien vers le programme](#)

Libération

24 novembre 2018

Avec, parmi les signataires : Antoine Vachez est Directeur de recherche au CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique

TRIBUNE : Matignon doit-il encore subventionner les think tanks ?

Les membres de l'Observatoire de l'éthique publique déplorent le manque de transparence sur l'attribution des financements des laboratoires d'idées, cette allocation étant laissée à la discrétion du chef de cabinet de Matignon. A quand une réforme du statut et des règles relatives aux *think tanks* ?

Tribune. En mai dernier, nous avons lancé un nouveau *think tank* : l'Observatoire de l'éthique publique. Ce cercle de réflexion transpartisan rassemble une vingtaine d'universitaires spécialistes de la transparence de la vie publique ainsi qu'une dizaine de parlementaires désireux de faire progresser l'éthique publique en France.

La philosophie de notre *think tank* est celle de la transparence tranquille : mettre fin aux secrets contestables de la République tout en veillant à ne pas instiller la défiance. Nos travaux visent précisément à encourager la sérénité des débats relatifs à la transparence afin de restaurer la confiance dans la vie politique.

[► Lien vers la tribune](#)

Médiapart

22 novembre 2018

Avec Vanessa Jérôme, politiste, CESSP-Paris 1 Panthéon-Sorbonne

De #MeToo à #NousToutes: la longue marche des femmes

A l'occasion de #NousToutes, la marche contre les violences sexistes et sexuelles prévue ce samedi 24 novembre, dans toute la France, la politiste Vanessa Jérôme replace #MeToo dans la longue histoire des luttes féministes et appelle à la mobilisation «pour que les espoirs suscités depuis un an ne sombrent pas».

On commémore déjà #MeToo. Le temps passe vite. En tout cas celui des hastags, des mots d'ordre et des indignations. Le temps de la transformation des structures sociales et des rapports de pouvoir, lui, passe plus lentement. Et c'est précisément ce sur quoi pourrait atterrir le mouvement #MeToo, dernière séquence en date de l'ancienne et longue lutte féministe contre les violences sexistes et sexuelles.

[► Lien vers l'article](#)